



Liste des publications des membres du Cerdacff

Articles scientifiques

2012-2016

Axe « Droit de la Sécurité nationale »

Articles et contributions publiées

Latour X, « Le contrôle juridictionnel des mesures restrictives, note sous TUE 26 octobre 2015 Portnov c/ Conseil », Rev. des affaires européennes 2015/4 (parution juin 2016), pp. 763-768.

Latour X, « La sécurité des transports publics sur de bons rails », JCP A 2016, 2125.

Latour X, « La consolidation du droit applicable aux activités d'importance vitale », Cahiers de la sécurité et de la justice, 2016, n° 34, pp. 130-138

Latour X, « Les inflexions de la politique de défense française en 2015 », paru dans PSEI, 2016, Numéro 3, Etudes de paix et de sécurité européenne et internationale, URL : <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=839>.

Latour X, « La dignité humaine et la déontologie des acteurs de la sécurité intérieure en France », in Annales de la Faculté de droit et science politique de Nice, année 2015, L'Harmattan, 2016, p. 157.

Latour X, « Les maires et l'état d'urgence », Bulletin juridique des collectivités locales, février 2016, pp. 82-86.

Latour X, « L'organisation territoriale et la sécurité intérieure », JCP A 2015, 2375.

Latour X, « Face au terrorisme : l'état d'urgence », Lexis 360 (en ligne), 23 novembre 2015.

Latour X, « Les libertés de l'individu face à la sécurité nationale » in Mélanges en l'honneur du Doyen Jean-Pierre Machelon, Lexis Nexis, 2015, pp. 593-604.

Latour X, « Le juge administratif en ordre de marche pour contrôler les techniques de renseignement », JCP A 2015, act. 865, 4 p.

Latour X, « La loi relative au renseignement : un Etat de surveillance ? », JCP A 2015, 2286.

Latour X, « Espace urbain et délinquance, la vision du juriste », in Le droit de la sécurité et de la défense en 2014 (O. Gohin et B. Pauvert éd.), PUAM 2015, pp. 343-357

Latour X, « Une privatisation partielle de la vidéoprotection sur la voie publique ? », JCP A 2015, act. 513.

Latour X, « La vidéoprotection et les collectivités territoriales » in Les politiques publiques locales de sécurité intérieure (N. Dantonel-Cor éd), L'Harmattan, 2015, pp. 265-284.

Latour X, « Les collectivités territoriales et la lutte contre terrorisme », Lexis 360, 15 janvier 2015 (en ligne)

Latour X, 3 entrées « Défense nationale », « Renseignement », « Sûreté de l'Etat » in Dictionnaire encyclopédique de l'Etat (P. Mbongo, F. Hervouët, C. Santulli éd.), Berger-Levrault, 2014.

Latour X, « La consistance et l'encadrement des activités privées de sécurité » in Traité de droit de la police et de la sécurité (P. Mbongo éd.), Lextenso, 2014, pp. 365-387.

Latour X, « Le droit de la sécurité privée : entre permanence et changements », JCP A 17 mars 2014, 2077.

Latour X, « La partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, entre codification et innovations », JCP A 17 mars 2014, 2076.

Latour X, « La sécurité privée ou l'émergence d'une force ? », in Sécurité intérieure, les nouveaux défis (F. Debove et O. Renaudie), éd., Vuibert, 2013, pp. 187-198.

Latour X, « La sécurité privée ou l'Etat autrement », in Sécurité privée, enjeu public (sous la dir. de P. Brajeux, E. Delbecque, M. Mathieu), Armand Colin, 2013, pp. 215-230.

Latour X, « Les partenaires de la puissance publique dans le maintien de l'ordre public », in L'ordre public (sous la dir. de C.H. Dubreuil), Cujas, 2013, pp. 247-260.

Latour X, « Des activités privées de sécurité et des agences de recherches privées dans le code de la sécurité intérieure », in Sécurité, libertés et légistiques (sous la dir. de P. Mbongo et X. Latour), L'Harmattan, 2012, pp. 191-204.

Latour X, Fascicules « sécurité privée » et « vidéoprotection », Jurisclasseur Collectivités territoriales, 2012

Latour X, « De la police municipale à la police territoriale : quelles pistes pour l'avenir ? », JCPA 22 octobre 2012, pp. 2-3.

Latour X, « La sécurité et la voie publique », (avec Pierre Moreau), BJCL 9/2012, pp. 566-570.

Latour X, « L'encadrement de la vidéoprotection », (avec Pierre Moreau), JCP A, 11 juin 2012, pp. 31-33.

Latour X, « Les premiers textes d'application du CNAPS » (avec Pierre Moreau), JCP A, 16 avril 2012, pp. 44-48.

Latour X, « Délégation et activités de police : stop ou encore ? (avec Pierre Moreau), JCP A, 16 avril 2012, pp. 41-44.

Latour X, « Sécurité publique, sécurité privée : de l'ignorance à la coproduction », Cahiers de la Sécurité, mars 2012, pp. 7-12

Latour X, « Les nouvelles conventions-types de coordination en matière de police municipale », (avec Pierre Moreau), JCPA 12 mars 2012, 2082

Le Saux N., « L'activité privée de sécurité des navires : une loi dans la tempête ? » Réalités juridiques comparées in *Le droit de la sécurité et de la défense en 2014* » (O. Gohin et B. Pauvert éd), PUAM, 2015, p. 317,

Le Saux N., « La sécurité, une activité régaliennne » in *Quel avenir pour la sécurité privée ?*, PUAM 2013, p. 29,

Le Saux N., « Les maires et la sécurité privée » : *Cah. de la sécurité déc.* 2013, n° 26, p. 41,

Le Saux N., « L'État peut-il tolérer une sécurité privée armée » ? Le cas de la Grande-Bretagne : *Cah. de la sécurité mars* 2012, p. 133.

Rainaud A., Les fichiers de police ou le difficile équilibre entre ordre et libertés dans la société de l'informatique, in *Le droit de la sécurité et de la défense en 2013*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2014 ;

Rainaud A., « Ethique et code de bonne conduite en matière de sécurité privée » Novembre 2012, Colloque : « Quel avenir pour la sécurité privée ? La refonte de la loi du 12 juillet 1983 », PUAM, 2013 ;

Rainaud A., Le Conseil d'Etat, les antennes relais de téléphonie mobile et l'acceptation sociale du risque, *Revue de recherche juridique*, PUAM 2012-3, p. 1373 et *Revue en ligne RISEO*, 2012-2, <http://www.riseo.fr/-Revue-2012-2-?p=107#page107>;

Türk P., « Les commissions parlementaires et l'état d'urgence », *Revue Française de Droit administratif (RFDA)*, n°3, mai-juin 2016, p. 455-465.

Türk P., « Le contrôle parlementaire du Renseignement », *Actes du colloque de Tunis du 1^{er} avril 2016*, à paraître en 2016 ;

Türk P., « Un état d'urgence sous contrôle ? », *Commentaire sous CE avis contentieux*, 6 juillet 2016, à paraître JCP-G, novembre 2016 ;

Vallar C., *Commentaire du Livre V du Code de la sécurité intérieure : « Polices municipales*», LexisNexis, 1^o édition, 2014, 2^e édition 2016 ;

Vallar C., Communication au colloque international « Religions et Etat. Regards croisés : Arabie saoudite, Azerbaïdjan, France, Russie », CERDACFF EA 7267, Académie des sciences d'Azerbaïdjan, Ecole supérieure d'économie de Moscou (Faculté de droit), Nice, 10 et 11 octobre 2013, à paraître aux PUAM en 2016

Vallar C., « Le droit et les temps de crise », in *Parlements et Politiques internationales*, n° 1, printemps- été 2016 ;

Vallar C., « Le régime juridique des circonstances exceptionnelles », à paraître automne 2016 in *International Journal on Criminology, Policy studies organization* ;

Vallar C., « Quelle évolution pour les polices municipales ? Reconnaissance et doctrine d'emploi », in « *Les politiques publiques locales de sécurité intérieure* », N. Dantonel-Cor (dir.), L'Harmattan, Paris, 2015

Vallar C., Mise à jour du fascicule 705 "Police municipale-compétences", rédigé par D. Maillard Desgrées du Loû, JCP Administrations et collectivités territoriales, ed. LexisNexis, 2016, et du fascicule 711 « Police municipale-exercice », rédigé par D. Maillard Desgrées du Loû, JCP Administrations et collectivités territoriales, ed. LexisNexis, 2018.

Vallar C., Les polices municipales en mutation, JCP Administrations et collectivités territoriales, n° 11-12, 2014 et Communication au colloque de l'AFDSD, co-organisé avec le CERDACFF EA 7267 : « Le droit de la sécurité et de la défense en 2013 », Nice, 27 et 28 septembre 2013, PUAM en 2014 ;

Vallar C., « Le régime juridique de l'état d'urgence avant et après la loi du 20 novembre 2015 », Actes du séminaire sur « L'état d'urgence, nécessité de la sécurité et de la défense », Paris II, 31 mars 2016, aux éditions Mare et Martin ;

Vallar C., From Arab spring to jihadist ice age : approaches to the « complex east », in International Journal on criminology, volume 3-number 1, spring 2015- Policy studies organization, 2015;

Vallar C., French policy in Afghanistan after 2014 : troops withdrawal et continuing cooperation,

Communication au colloque « US exit from Afghanistan : challenges and options beyond 2014 », Département des relations internationales, Université des langues modernes, Islamabad, 6 mars 2013, PUAM, 2014 ;

Vallar C., Les polices municipales en mutation, Communication au colloque de l'association française du droit de la sécurité et de la défense, co-organisé avec le CERDACFF EA 7267 : « Le droit de la sécurité et de la défense en 2013 », Nice, 27 et 28 septembre 2013, publié aux PUAM en 2014 ;

Vallar C., « Les contrôles opérés par le CNAPS : une procédure à parfaire », Communication au colloque « Quel avenir pour la sécurité privée ? La refonte du cadre législatif », CERDACFF-INHESJ, Paris 5, 15 novembre 2012, Nice, Presses universitaires d'Aix Marseille (PUAM), 2013 ;

Vallar C., « Le « printemps arabe », modeste éclairage sur une situation complexe » In « Variations juridiques et politiques, clés pour la compréhension du monde contemporain », Y.Strickler (dir.), L'Harmattan, Paris, 2013 ;

Vallar C., Communication présentée à la journée d'études « Droit nucléaire : la sûreté nucléaire », Université de Nîmes, 20 octobre 2011, publié aux Presses Universitaires d'Aix Marseille, 2012 ;

Vallar C., Désordre mondial et criminalité : l'impact économique et financier

Communication présentée à la Conférence sur la sécurité internationale et la résilience Ministère de l'Intérieur, Emirats arabes unis, Abou Dhabi, 10-21 mars 2012, éditions EAU, 2012 ;

Vallar C., NATO and Arab spring : the means for a complex situation Conférence donnée à l'Institut pour la sécurité, la défense et la paix, Université Saint Cyrille et Méthode, Skopje, Macédoine, 21 septembre 2012, publiée in « Security Dialogues » (revue en ligne et format papier de l'institut), volume 3, n° 2, 2012.

Weckel Ph., Notes d'actualité (2015-2016) publiées sur Sentinelle (notes en rapport avec l'axe sécurité du CERDACFF :

1. « Timide avancée dans le processus de règlement de la crise syrienne », *Bulletin 443 du 06.09.2015*, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/timide-avanc%C3%A9e-dans-le-processus-de-r%C3%A8glement-de-la-crise-syrienne>
2. « Conflit en Ukraine, faute d'application stricte des accords de Minsk la priorité est donnée aux mesures de confiance », *Bulletin n°425 du 08/03/2015*, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/conflit-en-ukraine-faute-dapplication-strict%C3%A9-est-donn%C3%A9e>
3. « Résolution 2209 (2015) : Le Conseil de sécurité condamne l'utilisation du chlore comme arme chimique en Syrie », *Bulletin n°425 du 08/03/2015*, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/r%C3%A9solution-2209-2015-le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-condamne-l%E2%80%99utilisation-du-chlore-comme-arme>
4. « Syrie : le Conseil de sécurité adopte une résolution forte, contraignante et exécutoire », *Bulletin numéro 359 du 29/09/2013*, http://pre.sentinelle-droit-international.fr/bulletins/a2013/20130929_bull_359/bulletin_sentinelle_359.php#580
5. « Conseil de sécurité, échec du projet de résolution mémorielle sur Srebrenica, *Bulletin 442 du 12.07.2015* », <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-%C3%A9chec-du-projet-de-r%C3%A9solution-m%C3%A9morielle-sur-srebrenica>
6. « L'accord du 14 juillet 2015 sur le programme nucléaire iranien », *Bulletin 442 du 12.07.2015*, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/laccord-du-14-juillet-2015-sur-le-programme-nucl%C3%A9aire-iranien>
7. « Editorial : L'âge de la diplomatie », *Bulletin 442 du 12.07.2015*, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/editorial-l%C3%A2ge-de-la-diplomatie>
8. « Russie, quelle est la portée de la décision de ne plus participer à la commission consultative du Traité FCE ? », *Bulletin n°426 du 15/03/2015*, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/russie-quelle-est-la-port%C3%A9e-de-la-d%C3%A9cision-de-ne-plus-participer-%C3%A0-la-commission>
9. « Petite leçon de droit international au sujet de la lettre de 47 sénateurs des Etats-Unis », *Bulletin n°426 du 15/03/2015*, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/petite-le%C3%A7on-de-droit-international-au-sujet-de-la-lettre-de-47-s%C3%A9nateurs-des-etats-unis>
10. « La Russie revient sur la portée du Mémoire de Budapest », *Bulletin n°426 du 15/03/2015*, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/la-russie-revient-sur-la-port%C3%A9e-du-m%C3%A9morandum-de-budapest>
11. « Corée du Nord, la responsabilité de protéger est un fiasco », *Bulletin 456 du 07.12.2015*, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/cor%C3%A9e-du-nord-la-responsabilit%C3%A9-de-prot%C3%A9ger-est-un-fiasco>
12. « Résolution CS 2250 (2015) : les Jeunes co-responsables dans la lutte contre l'extrémisme violent, *Bulletin 456 du 07.12.2015* », <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/r%C3%A9solution-2250-2015-les-jeunes-co-responsables-dans-la-lutte-contre-lext%C3%A9misme-violent-0>

13. « Résolution 2254 sur la Syrie, une lueur d'espoir n'éclaire pas l'avenir, *Bulletin 457 du 20.12.2015* », <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/r%C3%A9solution-2254-sur-la-syrie-une-lueur-despoir-n%C3%A9claire-pas-lavenir>
14. Résolution 2253 (2015) : La guerre financière contre Daech, *Bulletin 457 du 20.12.2015*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/r%C3%A9solution-2253-2015-la-guerre-financi%C3%A8re-contre-daech>
15. Iran/Nucléaire : Clôture de l'examen des possibles dimensions militaires, *Bulletin 457 du 20.12.2015*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/irannucl%C3%A9aire-cl%C3%B4ture-de-l'examen-des-possibles-dimensions-militaires>
16. Syrie, les bases de l'union militaire contre Daech, *Bulletin 453 du 22.11. 2015*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/france-le-point-de-vue-du-droit-international-%C3%A9claire-le-besoin-de-r%C3%A9forme-constitutionnelle>
17. France, le point de vue du droit international éclaire le besoin de réforme constitutionnelle, *Bulletin 453 du 22.11. 2015*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/france-le-point-de-vue-du-droit-international-%C3%A9claire-le-besoin-de-r%C3%A9forme-constitutionnelle>
18. Syrie, la Russie invoque à son tour son droit de légitime défense contre Daech, *Bulletin 453 du 22.11. 2015*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/syrie-la-russie-invoque-%C3%A0-son-tour-son-droit-de-l%C3%A9gitime-d%C3%A9fense-contre-daech>
19. Etats-Unis, la loi sur l'examen parlementaire de l'accord nucléaire avec l'Iran, *Bulletin 435 du 24.05.2015*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/etats-unis-la-loi-sur-l'examen-parlementaire-de-l'accord-nucl%C3%A9aire-avec-liran>
20. La France étend les frappes aériennes à la Syrie, *Bulletin 445 du 20.09.2015*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/la-france-%C3%A9tend-les-frappes-a%C3%A9riennes-%C3%A0-la-syrie>
21. Conflit en Ukraine : Les modalités de la poursuite des responsables de crimes de guerre, *Bulletin 445 du 20.09.2015*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/conflit-en-ukraine-les-modalit%C3%A9s-de-la-poursuite-des-responsables-de-crimes-de-guerre>
22. La résolution du Parlement européen sur l'étiquetage des produits des colonies israéliennes, *Bulletin 445 du 20.09.2015*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/la-r%C3%A9solution-du-parlement-europ%C3%A9en-sur-l%C3%A9tiquetage-des-produits-des-colonies-isra%C3%A9liennes>
23. Résolution 2261, l'atypique résolution du Conseil de sécurité sur la Colombie, *Bulletin 461 du 31.01.2016*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/r%C3%A9solution-2261-l'atypique-r%C3%A9solution-du-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-sur-la-colombie>
24. CPI, le procureur est autorisé à ouvrir une enquête sur le conflit russo-géorgien de 2008, *Bulletin 461 du 31.01.2016*, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/cpi-le-procureur-est-autoris%C3%A9-%C3%A0-ouvrir-une-enqu%C3%Aate-sur-le-conflit-russo-g%C3%A9orgien-de-2008>

25. Le Premier ministre israélien, le Congrès des Etats-Unis et la poursuite du processus de négociation avec l'Iran, Bulletin n°419 du 25/01/2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/le-premier-ministre-isra%C3%A9lien-le-congr%C3%A8s-des-etats-unis-et-la-poursuite-du-processus-de>
26. Conflit en Ukraine, la Russie et les nigauds ?, Bulletin n°419 du 25/01/2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/conflit-en-ukraine-la-russie-et-les-nigauds>
27. Un tournant dans les sanctions contre le régime nord-coréen : La Résolution 2270 (2016), Bulletin 465 du 06.03.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/un-tournant-dans-les-sanctions-contre-le-r%C3%A9gime-nord-cor%C3%A9en-la-r%C3%A9solution-2270-2016>
28. Etats-Unis, l'affaire Zivotofsky c. Kerry, Bulletin 439 du 21.06.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/etats-unis-laffaire-zivotofsky-c-kerry>
29. Etats-Unis, boycott d'Israël et produits originaires des colonies israéliennes, Bulletin 441 du 05/07/2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/etats-unis-boycott-disra%C3%ABl-et-produits-originaires-des-colonies-isra%C3%A9liennes>
30. Ukraine et Minsk 2 : peut-on y croire encore ?, Bulletin 432 du 03.05.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/ukraine-et-minsk-2-peut-y-croire-encore>
31. Ukraine, la force des armes et la légitimité des urnes ne font pas bon ménage, Bulletin n°427 du 22/03/2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/ukraine-la-force-des-armes-et-la-l%C3%A9gitimit%C3%A9-des-urnes-ne-font-pas-bon-m%C3%A9nage>
32. Espace post-soviétique, le "traité" d'intégration de l'Ossétie-du-Sud à la Russie, Bulletin n°427 du 22/03/2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/espace-post-sovi%C3%A9tique-le-trait%C3%A9-dint%C3%A9gration-de-loss%C3%A9tie-du-sud-%C3%A0-la-russie>,
33. Résolution CS 2272 (2016), politique de tolérance zéro dans les OMP : de l'incantation à l'action contre les Etats fournisseurs, Bulletin 466 du 13.03.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/r%C3%A9solution-cs-2272-2016-politique-de-tol%C3%A9rance-z%C3%A9ro-dans-les-omp-de-lincantation-%C3%A0-laction>
34. Ukraine, à l'Est rien de nouveau, Bulletin 466 du 13.03.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/ukraine-%C3%A0-lest-rien-de-nouveau>
35. Les rapports d'enquête sur le conflit de Gaza de 2014, Bulletin 440 du 28.06.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/les-rapports-denqu%C3%AAtes-sur-le-conflit-de-gaza-de-2014>
36. Statut de Jérusalem, le cas de Salah Hamouri, Bulletin 440 du 28.06.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/statut-de-j%C3%A9rusalem-le-cas-de-salah-hamouri>
37. Etats-Unis, la loi sur l'examen parlementaire de l'accord nucléaire avec l'Iran, Bulletin 435 du 24.05.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/etats-unis-la-loi-sur-lexamen-parlementaire-de-laccord-nucl%C3%A9aire-avec-liran>

38. La Russie peut-elle abandonner ses soldats capturés en Ukraine ?, Bulletin 435 du 24.05.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/la-russie-peut-elle-abandonner-ses-soldats-captur%C3%A9s-en-ukraine>
39. La reconnaissance formelle de l'Etat palestinien par le Saint-Siège, Bulletin 434 du 17.05.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/la-reconnaissance-formelle-de-letat-palestinien-par-le-saint-si%C3%A8ge>
40. Les Etats-Unis face à la muraille de Chine de sable, Bulletin 434 du 17.05.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/les-etats-unis-face-%C3%A0-la-muraille-de-chine-de-sable>
41. France : l'engagement unilatéral de limiter l'exercice du droit de veto, Bulletin 450 du 25.10.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/france-lengagement-unilat%C3%A9ral-de-limiter-lexercice-du-droit-de-veto>
42. Incident du F18 : la convocation abusive de l'ambassadeur, Bulletin 450 du 25.10.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/incident-du-f18-la-convocation-abusive-de-lambassadeur>
43. L'accord du 14 juillet 2015 sur le programme nucléaire iranien, Bulletin 442 du 12.07.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/laccord-du-14-juillet-2015-sur-le-programme-nucl%C3%A9aire-iranien>
44. Iran - Crise nucléaire : les "Paramètres" du 2 avril 2015, Bulletin 429 du 12.04.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/iran-crise-nucl%C3%A9aire-les-param%C3%A8tres-du-2-avril-2015>
45. France, conformité à la Constitution du délit de négationnisme visant les crimes contre l'humanité commis pendant la seconde guerre mondiale, Bulletin 459 du 17.01.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/france-conformit%C3%A9-%C3%A0-la-constitution-du-d%C3%A9lit-de-n%C3%A9gationnisme-visant-les-crimes-contre>
46. Le règlement du différend entre la République de Corée et le Japon au sujet des Dames de réconfort, Bulletin 459 du 17.01.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/le-r%C3%A8glement-du-diff%C3%A9rend-entre-la-r%C3%A9publique-de-cor%C3%A9e-et-le-japon-au-sujet-des-dames-de>
47. Ukraine, l'échec de la réunion de Minsk sonne le glas, Bulletin n°420 du 01/02/2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/ukraine-l%E2%80%99%C3%A9chec-de-la-r%C3%A9union-de-minsk-sonne-le-glas>
48. Le rapport de l'AIEA sur l'Iran ne devrait pas clore le dossier sur de "possibles dimensions militaires", Bulletin 455 du 06.12.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/le-rapport-de-laiea-sur-liran-ne-devrait-pas-clore-le-dossier-sur-de-possibles-dimensions>
49. Le blocage de la Crimée, Bulletin 455 du 06.12.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/le-blocage-de-la-crim%C3%A9e>
50. Syrie, après le processus de Genève, celui de Vienne ?, Bulletin 451 du 01.11.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/syrie-apr%C3%A8s-le-processus-de-gen%C3%A8ve-celui-de-vienne>

51. Iran : le 18 octobre, jour de l'adoption, Bulletin 451 du 01.11.2015, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/iran-le-18-octobre-jour-de-ladoption>
52. "Résolution CS 2272 (2016), politique de tolérance zéro dans les OMP : de l'incantation à l'action contre les Etats fournisseurs", Bulletin 465 du 13.03.2016, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/r%C3%A9solution-cs-2272-2016-politique-de-tol%C3%A9rance-z%C3%A9ro-dans-les-omp-de-lincantation-%C3%A0-laction>
53. Déclaration de Lübeck du 15 avril 2015 : la sécurité maritime globale, Bulletin 430 du 19.04.2015, Bulletin 430 du 19.04.2015, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/d%C3%A9claration-de-l%C3%BCbeck-du-15-avril-2015-las%C3%A9curit%C3%A9-maritime-globale>
54. Armes chimiques en Syrie, la question critique de l'attribution des faits après de nouvelles attaques au chlore, Bulletin 430 du 19.04.2015, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/armes-chimiques-en-syrie-la-question-critique-de-l%E2%80%99attribution-des-faits-apr%C3%A8s-de-nouvelles>
55. Libye, la Résolution 2259 (2015) et l'ombre de Daech, Bulletin 458 du 10.01.2016, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/libye-la-r%C3%A9solution-2259-2015-et-lombre-de-daech>
56. Les perspectives du différend sur les avoirs iraniens aux Etats-Unis, Bulletin 480 du 19.06.2016, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/les-perspectives-du-diff%C3%A9rend-sur-les-avoirs-iraniens-aux-etats-unis>
57. Destruction du MH17, le rapport néerlandais ouvre des perspectives redoutables, Bulletin 449 du 18.10.2015, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/destruction-du-mh17-le-rapport-n%C3%A9erlandais-ouvre-des-perspectives-redoutables>
58. Résolution 2292 : Le Conseil de sécurité autorise l'intervention en haute mer contre la contrebande d'armes liée à la Libye, Bulletin 481 du 26.06.2016, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/r%C3%A9solution-2292-le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-autorise-lintervention-en-haute-mer-contre-la>
59. Le détroit de Tiran et l'accord sur la frontière maritime entre l'Egypte et l'Arabie saoudite, Bulletin 481 du 26.06.2016, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/le-d%C3%A9troit-de-tiran-et-laccord-sur-la-fronti%C3%A8re-maritime-entre-legypte-et-larabie-saoudite>
60. Timide avancée dans le processus de règlement de la crise syrienne, Bulletin 443 du 06.09.2015, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/timide-avanc%C3%A9e-dans-le-processus-de-r%C3%A8glement-de-la-crise-syrienne>
61. Syrie l'intrication de la lutte contre Daech avec le processus d'union nationale syrien, Bulletin 454 du 29.11. 2015, <http://www.sentinelles-droit-international.fr/?q=content/lincident-a%C3%A9rien-du-24-novembre-2015-entre-la-turquie-et-la-russie>

62. L'incident aérien du 24 novembre 2015 entre la Turquie et la Russie, Bulletin 454 du 29.11. 2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/lincident-a%C3%A9rien-du-24-novembre-2015-entre-la-turquie-et-la-russie>
63. L'Assemblée générale autorise l'Etat de Palestine à hisser son drapeau à l'ONU, Bulletin 444 du 13.09.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/lassemble%C3%A9e-g%C3%A9n%C3%A9rale-autorise-letat-de-palestine-%C3%A0-hisser-son-drapeau-%C3%A0-lonu>
64. L'Ordonnance du TIDM dans l'affaire de l'Enrique Lexie (Italie c. Inde), Bulletin 444 du 13.09.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/lordonnance-du-tidm-dans-laffaire-de-lenrique-lexie-italie-c-inde>
65. Le boycott des produits d'Israël et le marquage des produits des colonies israéliennes, Bulletin 452 du 15.11. 2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/le-boycott-des-produits-disra%C3%ABl-et-le-marquage-des-produits-des-colonies-isra%C3%A9liennes>
66. La France entre en guerre contre le pseudo-califat, Bulletin 452 du 15.11. 2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/la-france-entre-en-guerre-contre-le-pseudo-califat>
67. 160 professeurs de droit international se mobilisent, Bulletin 482 du 03.07.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/160-professeurs-de-droit-international-se-mobilisent>
68. "La transformation du maintien de la paix serait en marche ? », Bulletin 479 du 12.06.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/la-transformation-du-maintien-de-la-paix-serait-en-marche>
69. Le Conseil de sécurité mise sur la responsabilité des Etats concernés pour combattre le fléau de la profusion et du détournement des armes légères, Bulletin 437 du 07.06.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-mise-sur-la-responsabilit%C3%A9-des-etats-concern%C3%A9s-pour-combattre-le>
70. Syrie, Ukraine : Une période critique pour le règlement de deux crises majeures, Bulletin 446 du 27.09.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/syrie-ukraine-une-p%C3%A9riode-critique-pour-le-r%C3%A8glement-de-deux-crises-majeures>
71. Le décès de 800 migrants en Méditerranée mobilise l'Union européenne, Bulletin 431 du 26.04.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/le-d%C3%A9c%C3%A8s-de-800-migrants-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-mobilise-lunion-europ%C3%A9enne>
72. Yémen : Le Conseil de sécurité de l'ONU face au chaos, Bulletin 433 du 10.05.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/y%C3%A9men-le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-de-lonu-face-au-chaos>,
73. Une première au Conseil de sécurité, la réunion des ministres de l'Intérieur, Bulletin 438 du 14.06.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/une-premi%C3%A8re-au-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-la-r%C3%A9union-des-ministres-de-lint%C3%A9rieur>

74. Evolution de la question du boycott d'Israël, Bulletin 460 du 24.01.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/evolution-de-la-question-du-boycott-disra%C3%ABl>
75. La France et la décision du Conseil exécutif de l'UNESCO sur la Palestine occupée, Bulletin 476 du 22.05.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/la-france-et-la-d%C3%A9cision-du-conseil-ex%C3%A9cutif-de-lunesco-sur-la-palestine-occup%C3%A9e>
76. Ukraine : mise en œuvre imparfaite du retrait des armes lourdes, Bulletin n°424 du 01/03/2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/ukraine-mise-en-oeuvre-imparfaite-du-retrait-des-armes-lourdes>
77. Résolution 2286(2016) : Le Conseil de sécurité veille à la protection de l'assistance médicale à la population dans les conflits armés, Bulletin 474 du 08.04.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/r%C3%A9solution-22862016-le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-veille-%C3%A0-la-protection-de-lassistance-m%C3%A9dicale-%C3%A0>
78. Iran/Nucléaire : Clôture de l'examen des possibles dimensions militaires, Bulletin 457 du 20.12.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/irannucl%C3%A9aire-cl%C3%B4ture-de-lexamen-des-possibles-dimensions-militaires>
79. Ukraine, le sommet en format Normandie du 2 octobre 2015, Bulletin 447 du 04.10.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/ukraine-le-sommet-en-format-normandie-du-2-octobre-2015>
80. L'ordonnance du 29 avril 2016 marque une évolution décisive du différend entre l'Italie et l'Inde relatif à l'Enrica Lexie, Bulletin 475 du 15.05.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/lordonnance-du-29-avril-2016-marque-une-%C3%A9volution-d%C3%A9cisive-du-diff%C3%A9rend-entre-litalie-et>
81. Le Premier ministre israélien, le Congrès des Etats-Unis et la poursuite du processus de négociation avec l'Iran, Bulletin n°419 du 25/01/2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/le-premier-ministre-isra%C3%A9lien-le-congr%C3%A8s-des-etats-unis-et-la-poursuite-du-processus-de>
82. La France diffuse un projet de traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, Bulletin 436 du 31.05.2015, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/la-france-diffuse-un-projet-de-trait%C3%A9-interdisant-la-production-de-mati%C3%A8res-fissiles-pour-la>
83. CPI, affaire Jean-Pierre Bemba, la condamnation du responsable aux mains propres, Bulletin 468 du 27.03.2016, <http://www.sentinelle-droit-international.fr/?q=content/cpi-affaire-jean-pierre-bemba-la-condamnation-du-responsable-aux-mains-propres>

Direction de numéros de revues

Mamontoff C., Frontières et aménagement des territoires de la revue Les Cahiers Européens des Sciences Sociales, 2013 ;

Mamontoff C., Co-direction avec Peraldi X., Les nouveaux lieux de décision – Attractivité, compétition, croissance, Pouvoirs locaux, II, 2014 ;

Mamontoff C. et **Weckel Ph.**, Approche transdisciplinaire des rapports horizontaux entre collectivités territoriales, Les Cahiers Européens des Sciences Sociales, à paraître, 2016

Articles et contributions publiées

Mamontoff C., « Le patrimoine de la métropole et la compétitivité territoriale », in A l'heure de la métropolisation : quels contours juridiques, dir. F. Lérique, coll. Grate, L'Harmattan, 2012 ;

Mamontoff C. « Infrastructures aéroportuaires décentralisées : analyse de l'application de la loi du 13 août 2004 au regard du développement local, in Réformes et mutations des collectivités territoriales, dir. Serge Regourd, coll. Grate, L'Harmattan, 2012 ;

Mamontoff C., « Droit et mentalité d'indépendance des Tsiganes au regard de la société environnante », Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Louis Autin, Faculté de droit et science politique de Montpellier, coll. Mélanges, 2012, p. 1453 à 1466.

Mamontoff C., « Présentation » Frontières et aménagement des territoires, Les Cahiers Européens des Sciences Sociales, n° 3, 2013, p. 3 à 9.

Mamontoff C., « Équipements publics et compétitivité des territoires », Les nouveaux lieux de décision – Attractivité, compétition, croissance, Pouvoirs locaux, II, juin 2014, p. 39 à 43.

Mamontoff C., « Territoires en concurrence », Les nouveaux lieux de décision – Attractivité, compétition, croissance, Pouvoirs locaux, II, juin 2014, p. 26-27 (cosigné avec Xavier Peraldi)

Mamontoff C., « Décryptage des phénomènes de concurrence et d'inégalité entre territoires », Les nouveaux lieux de décision – Attractivité, compétition, croissance, Pouvoirs locaux, II, juin 2014, p. 82 à 87 (cosigné avec Xavier Peraldi) ;

Mamontoff C., « Les aires d'accueil des gens du voyage : point de rencontre du domaine public et de l'aménagement de lieux de vie », in Les nouvelles évolutions du droit des propriétés publiques, dir. M. Degoffe, Ed. Mare et Martin, 2014, p. 313 à 337

Mamontoff C., « Gens du voyage et espaces urbains », Minorités et intégration, Les Cahiers Européens des Sciences Sociales, n°6, 2014

Mamontoff C., « L'exploitation économique du domaine public maritime » in La mer, la côte, le juge, **dir. C. Vallar**, PUAM, à paraître, 2016

Mamontoff C., « Patrimoines et concurrence des territoires », in Mélanges G. Marcou, dir. T. Perroud, L'Harmattan, à paraître, 2016

Mamontoff C., « Financement privé du patrimoine culturel et sociétés commerciales », in Le financement privé du patrimoine culturel français, dir. N. Bettio, L'Harmattan, à paraître, 2016.

Latour X., « La réforme territoriale ou la consécration de la région » in Annales de la faculté de droit et de science politique de Nice 2014, L'Harmattan, 2015, pp. 169-180 ;

Rainaud A., « Les certificats d'économie d'énergie : nature hybride d'un outil de l'Etat piloté par les acteurs économiques », Revue juridique de l'Environnement, n°1, 2016 ;

Rainaud A., Participation à l'ouvrage du GRIDAUH (Groupement de recherche sur les Institutions et le Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat), Droit de l'aménagement, urbanisme et habitat, Le moniteur, 2016 : Prise en charge des thématiques « Littoral » au sein de la 2ème partie de l'ouvrage général (Chronique, droit français ; Protection de la nature, risques et environnement) ;

Rainaud A., « Le marché de la croisière à Villefranche-sur-Mer : le choix d'une communication sur le transport de loisirs ambivalente pour le territoire », in Tourisme et concurrence entre territoires : stratégies publiques et privées, Les Cahiers Européens des Sciences Sociales, Balzac éditeur, n° à paraître 2016 ;

Rainaud A., Participation au dictionnaire encyclopédique collectivités territoriales et développement durable, sous la direction du Professeur Jean-Luc Pissaloux, GRALE (Groupement de Recherche sur l'Administration Locale en Europe) groupement d'intérêt scientifique (GIS) rattaché au CNRS, publication aux éditions Lavoisier, à paraître 2016 : Rédaction de 4 entrées (Changement climatique, couche d'ozone, certificat d'économie d'énergie, environnement et santé) ;

Rainaud A., Les contrats locaux de sécurité, in "les politiques publiques locales de sécurité intérieure", Publication du GRALE, Editions L'Harmattan, 2015 ;

Rainaud A., Politique de la ville et éducation dans les territoires défavorisés, outils et méthodes de réduction des inégalités des territoires, in Pouvoirs locaux : Les nouveaux lieux de décisions – Attractivité, compétition, croissance, 101, II/juin 2014.

Rainaud A., Commentaire de jugement du Tribunal administratif de Nice, in la lettre TA, septembre 2014 - n° 26, Voir rubrique « Nature et environnement » risque inondation, <http://nice.tribunal-administratif.fr/A-savoir/Lettre-de-la-jurisprudence/Lettre-du-tribunal-administratif-de-Nice-septembre-2014-n°26>

Rainaud A., Commentaire de jugement du Tribunal administratif de Nice, in la lettre TA, avril 2014 - n° 25, Voir rubrique « Urbanisme et Aménagement du territoire », projet d'aménagement global et modification du PLU,

<http://nice.tribunaladministratif.fr/content/download/35779/309032/version/1/file/L25.pdf>

Terrazoni C., « Les politiques publiques locales de sécurité intérieure – les compétences des collectivités locales et des exécutifs locaux en matière de sécurité », Edition L'Harmattan 2015 ;

Terrazoni C., « Sécurité et Collectivités Territoriales : les enseignements du terrain » - Quel avenir pour la Sécurité Privée ? La refonte du cadre législatif : – (Presses Universitaires d'Aix – Marseille– 2013) ;

Vallar C., « Territoires en concurrence et sécurité. Vers une réduction des inégalités ? », Communication au colloque « Territoires en concurrence », UMR LISA 6240 (Corte) et CERDACFF, Corte, 6 décembre 2013, publié in Pouvoirs Locaux, n° 101, II/2014 (juin)

Vallar C., La métropole : l'institutionnalisation d'une aire urbaine à l'échelle européenne ? In « Réformes et mutations des collectivités territoriales », S. Regourd, J. Carles, D. Guignard (dir.), collection GRALE, L'Harmattan, 2012

Thème
Gouvernance et
contrôles

Articles et contributions publiées

Chrestia Ph., « Transparence et (est ?) démocratie. Note sous QPC n° 2012.233, 21 février 2012, Madame Le Pen » (publication des parrainages à l'élection présidentielle), Actualité Juridique de Droit Administratif (AJDA), 23 avril 2012, n° 15, pp. 841-843.

Türk P., Commentaire sous CE avis contentieux, 6 juillet 2016, à paraître JCP-G, 2016 ;

Türk P., « Les commissions parlementaires et l'état d'urgence », Revue Française de Droit administratif (RFDA), n°3, mai-juin 2016, p. 455-465.

Türk P., « Le contrôle parlementaire du Renseignement », Actes du colloque de Tunis du 1^{er} avril 2016, à paraître en 2016 ;

Türk P., « Le Sénat : une assemblée de bons légistes ? », Pouvoirs, n° 159, juillet-août 2016 ;

Türk P., « Le Parlement et la reddition des comptes », à paraître à la RFAP, n° de juillet-août 2016 ;

Türk P., « La notion de standard constitutionnel mondial et la contribution d'Internet à leur diffusion », in « Les standards constitutionnels mondiaux », Bruylant, 2016.

Türk P., « Le cumul des mandats dans le temps : quelles limites à la rééligibilité des gouvernants ? » Petites Affiches, n° 152, 31 juillet 2014, pp. 32-43.

Türk P., « La souveraineté des Etats à l'épreuve d'Internet », Revue de droit public, n° 6, 2013, p. 1489-1521.

Türk P., « Le Sénat et les élections présidentielles », in Actes du colloque sur les collectivités territoriales et l'élection présidentielle organisé à l'Université de Cergy le 12 mars 2012 sous l'égide de l'AFDC, Lextenso-coll. LEJEP, 2013, pp. 35-47.

Türk P., « Le Parlement et la question prioritaire de constitutionnalité », Les Petites Affiches, 29 novembre 2012, n° 239, pp. 5 à 12.

Türk P., « L'appréciation des caractères nouveau et sérieux par le Conseil d'Etat : convergences et divergences avec la jurisprudence de la Cour de cassation » in La QPC, son procès, ses juges : étude sur le réagencement du procès et l'architecture juridictionnelle française, Dalloz, 2013, pp. 27-42, pp. 468-492.

Vallar C., Procès civil et procès administratif, convergences et divergences, Conclusions et rapport de synthèse, Colloque CERDACC EA 7267, Nice, 20 et 21 juin 2013, paru aux PUAM en 2014 ;

Vallar C., L'Etat dans la pensée du Doyen Maurice Hauriou (1856-1929) : une « institution conservatrice libérale », in Actes de l'Ecole internationale d'été, éditions de l'Académie des sciences d'Azerbaïdjan, Institut de Philosophie et du Droit, Bakou, 2014.

Thème Finances
et fiscalité

Articles et contributions publiées

Laroche C., « Art. 164 C du CGI : ça chauffe pour la clause de gel ! (CAA Marseille 13 mars 2012, min. c/ Graetz) », Revue de Droit Fiscal (LexisNexis) n° 25 du 21 juin 2012, étude n° 342, pp. 34 à 42.

Laroche C., « Convention franco-monégasque : détermination du lieu d'assujettissement aux droits de succession d'immeubles représentés par des titres (Cass. com. 9 octobre 2012, DGFIP c/ Mme Eshagh et a.) », Revue de Droit Fiscal (LexisNexis), n° 6 du 7 février 2013, comm. 144, pp. 34 à 37.

Laroche C., « Les récentes réformes de l'imposition des revenus du capital », communication au colloque « L'imposition du capital : entre mythes et réalités- quels enjeux pour demain ? », organisé à la Faculté de droit de l'Université de Nice- Sophia- Antipolis, sous la direction de MM. Ph. LUPPI, G. NOEL, Ch. LAROCHE, les 30-31 Janv. 2014, à paraître aux PUAM en 2016.

Laroche C., « Convention fiscale franco-monégasque et Français nés à Monaco : c'est avoir tort que d'avoir raison trop tôt (CE, plén. fisc., 11 avril 2014, Giorgis) », La Revue Fiscale du Patrimoine (LexisNexis), n° 7-8 de juillet-août 2014, jurisprudence commentée n° 13, pp. 23 à 29.

Laroche C., « Les Français résidant à Monaco sont-ils bi-domiciliables ? À propos de l'assujettissement aux prélèvements sociaux des Français non privilégiés (CE 11 juin 2014, M. Delarbre) », Revue de Droit Fiscal (LexisNexis), n° 43-44 du 23 octobre 2014, comm. 594, pp. 24 à 29.

Laroche C., « La Cour de Cassation remet ses pendules à l'heure : les parts d'une société civile (monégasque) ne sont pas des immeubles pour l'application de la convention du 1^{er} avril 1950 entre la France et Monaco sur les droits de succession (Cass., ass. plén., 2 octobre 2015, DGFIP c/ Mme Eshagh et a.) », Revue de Droit Fiscal (LexisNexis), n° 46 du 12 novembre 2015, comm. 679, pp. 52 à 55.

Luppi Ph., Fascicule 3900 « Conventions franco-monégasques. Commentaires » pour le JurisClasseur « Droit Fiscal International » (LexisNexis), à paraître en 2016

Luppi Ph., « Les contrôles des chambres régionales des comptes face à la réorganisation territoriale : mutation ou statu quo ? », Mélanges en l'honneur du Doyen Gilbert ORSONI, Paris Bruxelles, Bruylant, à paraître en 2017.

Luppi Ph., Entrées « Secret fiscal » ; « Taxe intérieure de consommation » ; « Titre exécutoire » in Dictionnaire encyclopédique de finances publiques (sous la direction de MM. les professeurs Gilbert ORSONI et Xavier CABANNES), Paris, Economica, à paraître en 2017.

Luppi Ph., « L'imposition du capital : entre mythes et réalités- quels enjeux pour demain ? », (Etudes coordonnées par Ph. LUPPI ; sous la direction scientifique de MM. Ph. LUPPI, G. NOEL, Ch. LAROCHE) -Actes de colloque du CERDACFF, PUAM à paraître en 2016.

Luppi Ph., « Le financement du social » in Le financement des politiques publiques (sous la direction de MM. les professeurs Marc LEROY et Gilbert ORSONI), Paris Bruxelles, Bruylant, juin 2014, p.237 à 265.

Luppi Ph., Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n°2015-524, QPC, 2 mars 2016, M. Abdel MANANE M. K. (Gel administratif des avoirs), Revue française de droit constitutionnel (RFDC), à paraître fin 2016.

Luppi Ph., « Fiscalité et pistes de réforme : mise en perspective du rapport de l'Institut Montaigne et de l'Institut de l'entreprise, Mettre enfin la fiscalité au service de la croissance », Revue Gestion et Finances publiques (Ex Revue du Trésor), n°11/12, nov.-déc. 2014, p. 55 à 66.

Luppi Ph., « Le soupçon de fraude en matière fiscale », Bulletin fiscal Francis Lefebvre (BF) 06/2012, p. 499 à 508.

Luppi Ph., « Les lois de financement de la sécurité sociale et l'assurance vieillesse : bilan des deux dernières législatures (2002-2007 / 2007-2012) », chronique de finances sociales, Revue française de finances publiques (RFFP) n° 120, nov. 2012, p. 229 à 246.

Luppi Ph., « La pénalisation de la vie financière locale », Actes du colloque « Trente ans de décentralisation financière : bilan et perspectives », Revue française de finances publiques (RFFP) n° 119-sept. 2012, p. 71 à 84.

Luppi Ph., « Le contrôle exercé par les juridictions financières : quel type de contrôle pour quel type de sanction ? », Communication au colloque « Les fonctions du contrôle en droit français et néerlandais » organisé à Poitiers (juin 2010) par les Facultés de droit de Poitiers et de Nimègue (Pays-Bas), Collection des Actes de colloques, n° 46, Presses universitaires LGDJ 2012, p. 111 à 126.

Contribution de certains membres du CERDACFF - pôle fiscal et financier au Jurisclasseur Fiscal Impôts directs (Revenus de capitaux et Bénéfices agricoles) (**Ph. Luppi**) et Procédures fiscales (**G. Noël**) :

- Refonte de Fascicules en matière de revenus de capitaux mobiliers

1.- **Fasc. 655** : Régime fiscal des revenus distribués – régime général- produits distribués par des sociétés françaises à des non-résidents- dividendes et autres distributions perçus par des personnes physiques résidentes- imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu- acompte d'IR prélevé à la source sur les revenus distribués (à paraître en 2016).

2. – **Fasc.651-50** : Définition des produits distribués- Revenus exceptionnels distribués en cours de société à la suite d'une modification du pacte social et distributions consécutives à la dissolution de la société 3, 2015 (51 p.).

3.- **Fasc.651- 60** : Sommes ne présentant pas le caractère de revenus distribués 3, 2015 (18 p.)

4. – **Fasc. 650** : Définition des produits distribués – Sociétés et collectivités assurant la distribution des revenus (29 p.), 2, 2006 – nouvelle refonte 2,2014 (55 p.).

5. – **Fasc. 651** : Définition des produits distribués (30 p.) 2,2006 – nouvelle refonte 2,2014 (40 p.).

6. – **Fasc. 651-10** : Définition des produits distribués – Avances, prêts ou acomptes aux associés (27 p.) 2,2006 – nouvelle refonte 2, 2014 (30 p.).

7. – **Fasc. 651-20** : Définition des produits distribués – Distributions diverses (56 p.) 2, 2006 – nouvelle refonte 2, 2014 (62 p.).

8. – **Fasc. 651-30** : Définition des produits distribués – Autres distributions diverses irrégulières – Distributions déguisées (20 p.) – nouvelle refonte 3, 2014 (32 p.).

9. – **Fasc. 651-40** : Définition des produits distribués – Distributions et rémunérations occultes (48 p.) 8,2006 – nouvelle refonte 4, 2014 (54 p.).

10. – **Fasc. 670-35** : Déclaration de soupçon – Blanchiment de capitaux – Fraude fiscale – Gel des avoirs (44 p.) 3,2012.

11. – **Fasc. 605** : Généralités (32 p.)1, 2012.

12. – **Fasc. 657-15** : Produits de placements à revenu fixe – Régime fiscal – Généralités (10 p.) 1,2012.

13. – **Fasc. 670** : Mesures de contrôle – Généralités (15 p.) 1,2012.

14. – **Fasc. 670-10** : Obligations des établissements payeurs (32 p.) 1, 2012.

15. – **Fasc. 670-25** : Déclaration des comptes financiers – Ouverture et clôture des comptes en France, Comptes ouverts, utilisés ou clos hors de France (21 p.) 1, 2012.

-e-Fascicules

• Depuis 2010, une présentation synthétique d'une trentaine de pages (dénommée par Lexis Nexis "e fascicule") pour deux blocs de fascicules (RCM, revenus de capitaux mobiliers ci-dessus mentionnés et BA, Bénéfices agricoles) est également assurée et réactualisée deux fois par an. La dernière réactualisation remonte à juin 2016.